L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 JANVIER 1896. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 3 JANVIER 1896.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Une Proposition en Faveur de l'Industrie Sucrière.

On ne nous accusera pas d'un excès de tendresse pour les républicains; on sait, de longue date, que nous ne portons pas ce parti dans notre cœur. Nous lui en voulons, surtout, parce que, sans raison valable, il a, sous l'inspiration et la direction de M. McKinley, bouleversé l'économie générale des budgets des Etats-Unis; parce qu'il a introduit une façon de protéger certaines industries, façon qui se trouvait en parfaite contradiction avec les idées, les habitudes, les préjugés, si l'on veut, du peuple américain et qui, pour ces raisons, allait forcément devenir, comme elle l'est devenue, profondément impopulaire. Tout cela, M. McKinley et ses adhérents devaient le savoir. Aussi avons-nous toujours douté de leur bonne foi, quand ils ont fait à nos planteurs l'alléchant présent de la prime. Les planteurs eux-mêmes s'en défiaient malgré ses dehors attrayants, et ils ne l'ont, tout d'abord, accepté qu'à leurs corps défendant.

Qu'est-il arrivé? Le pays, mécontent, a prié poliment ces messieurs de réintégrer leurs pénates, afin d'y aller méditer, à loisir, sur les inconvénients qu'il y a pour les politiciens à heurter de front les habitudes, d'un peuple, à remonter obstinément le courant de l'opinion.

Ce qui avait, surtout irrité les populations, c'est que le sucre ne se vendait pas moins cher qu'auparavant; c'est que la mesure semblait n'avoir eu pour but que de priver le budget des recettes de sa principale ressource annuelle, et qu'il y avait, pour le trésor, une perte sèche de soixante-dix à soixante quinze millions de dollars par an, sans aucun avantage pour le consommateur.

La grande faute du parti démocrate, ç'a été, quand il est revenu au pouvoir, de n'avoir pas su réparer l'énorme bévue commise par ses adversaires, d'avoir eu peur de rétablir un droit que tout le monde avait accepté, depuis fort bien longtemps, et qui était entré dans les traditions économiques du pays.

On a beau dire et beau faire, cette industrie sucrière que l'on affecte de dédaigner, est plus forte qu'on ne le pense. Que de désordres politiques et économiques ont été la cause de l'abandon dans lequel on l'a laissée depuis cinq ans!

L'instabilité est partout, dans le monde politique comme dans le monde économique.

Il n'y a vraiment qu'un moyen de se débarrasser de tous ces tracas, de sortir de l'impasse où l'on se trouve: c'est d'en revenir aux droits d'entrée sur les sucres. M. Perkins, de la Californie, l'a parfaitement compris et il vient de proposer hardiment de rétablir l'ancien système.

—C'est un républicain, dira-t-on. Hé! qu'importe, s'il a raison, si le pays doit profiter de la mesure qu'il présente, si l'industrie sucrière doit y trouver le salut?

—Ce Monsieur, ajoute-t-on, ne songe guère à nos planteur; il ne s'occupe que des sucres de betteraves qu'on cultive spécialement dans son Etat. Qu'est-ce que cela nous fait, si nos producteurs de cannes doivent bénéficier de sa propositin à l'égal des producteurs de la betterave? Nous acceptons le bienfait d'où qu'il nous vienne, et nous ne pouvons que remercier M. Perkins de sa généreuse et habile initiative. Quiconque cherche à faire le bien du pays est sûr de notre appui, quel que soit le drapeau sous lequel il sert, quel que soit le parti auquel il appartient. C'est la devise que devrait suivre tout homme qui s'occupe des affaires publiques.

Voyage d'une femme médecin dans l'Aurès.

Mme Dorothée Chellier, docteur en médecine de la Faculté de Paris, ancien aide d'anatomie à l'école d'Alger, a adressé à l'Académie de médecine un rapport sur la mission qui lui a été confiée par le gouverneur de l'Algérie.

Le gouvernement apporte, on le sait, une sollicitude particulière à l'étude des problèmes qui se rattachent à la question indigène. Il a fait étudier les moyens pour améliorer le sort de la population arabe, et l'une des innovations qu'il préconise à cet égard est la création d'hôpitaux de campagne établis dans les régions éloignées (Kabylie, M'zab, Aurès).

L'Aurès semble avoir attiré spécialement son attention, et l'on ne saurait s'en étonner, si l'on considère que cette région sollicite à la fois l'intérêt par les richesses naturelles de son sol et les qualités propres aux Chaouïas qui l'habitent.

Ce qui a frappé surtout Mme Chellier au cours de sa mission dans les tribus de l'Aurès, où elle a étudié les mœurs, les coutumes et les manœuvres médicales des *toubib* (médecins) et des matrones arabes, c'est l'empressement des malades à venir solliciter les soins de la *tebiba* (femme médecin) française, leur confiance complète dans le traitement, institué, et l'influence rapide qu'elle a pu acquérir sur l'esprit des indigènes.

Il ressort du travail de Mme Chellier, le plus complet et le plus documenté sans contredit qui ait été fait sur pareille matière, que les maladies sont nombreuses chez les indigènes des montagnes de l'Aurès.

La malaria sévit avec intensité, les cas observés pendant le cours de la mission sont nombreux et il est à remarquer que le printemps n'est pas l'époque où elle se montre plus particulièrement. C'est surtout à l'automne qu'elle subit une recrudescence. Le type quarte est le plus fréquent.

Les accouchements se font par les seules lois de la nature: aucune intervention intelligente et efficace n'a lieu, quand une complication survient; par suite, la mortalité des femmes en couche est grande.

L'enfant, dans le premier âge, ne reçoit aucun soin parceque l'ignorance de la mère et des matrones ne leur permet pas de lui apporter les secours nécessaires quand il est atteint par la maladie. Un grand nombre d'entre eux succombent et la sélection est terrible.

Les affections oculaires sont fréquentes également; la conjonctivite avec tous ses retentissements sur la cornée est la plus fréquente.

A Baoli, Mme Chellier a reçu une visite inattendue.

La reine de l'Aurès est venue la voir, non comme malade, mais en visiteuse, attirée par la curiosité de voir une femme médecin.

Elle est, dit Mme Chellier, fort belle, et il ne me paraît pas qu'elle soit de race chaouïa pure. Elle semble plutôt, si j'ose dire, être la fille d'une femme chaouïa et d'un Européen.

D'une haute stature et d'un port très noble, elle a des épaules et des bras d'une ligne parfaite. La tête est remarquable et superbe, mais d'expression lassante par son impassibilité qu'on devine voulue et étudiée. Au bout de quelques instants il semble qu'on regarde une statue.

Son costume, qui rappelle celui de toutes les femmes de l'Aurès, mais singulièrement plus riche, ajoute encore à sa beauté. Elle a la figure découverte, sa melhafa (robe) est rose crevette. Jeté sur ses épaules et tombant jusqu'au bas de sa robe, en arrière, un voile de crêpe noir.

Sa coiffure ne se distingue pas de celle des autres femmes. Un gros madras allongé dans le sens transversal recouvre les cheveux et supporte des bijoux d'argent composés de chaînettes se terminant en bas par des plaques de divers modèles, qui tombent de chaque côté du visage. Des boucles d'oreilles faites d'un anneau d'argent mesurant 10 centimètres de diamètre et se passant dans le lobule de l'oreille et dans la partie supérieure de la conque.

Des bracelets aux poignets et aux chevilles complètent la toilette.

Tous les bijoux des femmes de l'Aurès sont en argent; et la femme pauvre comme la femme aisée, la femme jeune comme la femme vieille porte ces bijoux plus ou moins nombreux, suivant leur condition.

La reine de l'Aurès [reine galante] a été mariée à douze ans à un cheik. Elle a ensuite divorcé pour se remarier deux fois. Maintenant elle est Azria [fille galante], condition qu'elle préfère sans doute aux précédentes, car elle a refusé plusieurs fois de prendre un quatrième mari.

Mort d'un homme célèbre.

On lira plus loin une dépêche annonçant la mort d'un homme politique belge très connu, Hubert Joseph Walter Frère-Orban.

Né à Liège, le 24 avril 1812, d'une très humble famille, Frère-Orban reçut une éducation toute française, étudia le droit, se fit inscrire comme avocat au barreau de sa ville natale, et acquit rapidement une réputation dans le parti libéral.

Dès 1830, il fut un des fondateurs des journaux destinés à soutenir la cause de la révolution belge, et membre des diverses associations organisées pour résister à la politique des cabinets catholiques. Il fut envoyé en juin 1847, par les électeurs de Liège, comme représentant à la Chambre belge. Il occupa ensuite, à deux reprises différentes, en 1847 et de 1848 à 1852, le portefeuille des finances, et dans l'intervalle de ces deux administrations, celui des travaux publics. On lui attribua peu avant sa retraite un petit pamphlet pseudonyme intitulé: *Lettre à M. de Decker*, par Van Damme.

Il combattit activement par des modifications profondes dans les institutions de crédit, notamment par l'organisation de la banque nationale de Belgique, la crise financière qui suivit la révolution de 1848.

Rappelé au ministère des finances, M. Frère Orban s'opposera vivement, en 1861, au traité de commerce avec la France et au cours légal des monnaies d'or françaises. Son échec sur ce dernier point lui fit donner sa démission à la fin d'avril; mais le roi après l'avoir fait rentrer au cabinet, d'abord comme ministre d'Etat, lui rendit, au mois d'octobre de la même année, le portefeuille des finances.

M. Frère-Orban non seulement garda le ministère lors de la retraite de M. Rogier et de ses collègues, mais il fut choisi pour président du Conseil dans le nouveau Cabinet, le 3 janvier 1868. Son administration fut signalée cette année même par un conflit élevé entre la France et la Belgique au sujet de la loi relative aux chemins de fer belges, et de la cession de l'exploitation des lignes du Luxembourg à une compagnie française.

En mars 1870, il présenta à la Chambre divers projets de lois supprimant l'impôt sur le sel et les droits d'entrée sur les boissons. Aux élections générales suivantes, le parti libéral perdit quatorze voix et le ministère, qui donna sa démission, fut remplacé par un cabinet catholique présidé par M. Malou. M. Frère-Orban, devenu chef de l'Opposition, eut avec divers membres de la nouvelle majorité de vives polémiques, l'une d'elles faillit même se terminer par un duel en 1874.

Le 13 juin 1878, les élections générales, ramenèrent le partie libéral au pouvoir, M. Frère-Orban reçut de Léopold II le portefeuille des affaires étrangères et la présidence du Conseil. Un de ses premiers actes fut la création d'un ministère spécial de l'instruction publique, qui fut confié à M. Van Humbeeck. A la suite des plus vives et des plus solennelles discussions, le cabinet fit voter par les deux Chambres et sanctionner par le roi une loi sur les écoles primaires, destinée à mettre une barrière aux envahissements de l'esprit ultramontain et dont le trait principal était la suppression de l'enseignement principal du dogme dans les écoles publiques. Le clergé qui n'avait réussi à en prévenir l'adoption, provoqua, pour en empêcher les effets, une agitation extrême, mit les écoles en interdit et alla jusqu'à lancer l'excommunication contre les instituteurs laïques, leurs élèves et leurs familles. La lutte entre le parti libéral et le cléricalisme arriva à son apogée en octobre 1879. Les choses s'envenimèrent tellement que, devant l'appui donné par la cour de Rome aux hostilités de l'épiscopat belge, le Cabinet Frère-Orban rompit toute relation diplomatique avec le Saint-Siége, au mois de juillet 1880, remit ses passeports au nonce du Pape et rappela l'ambassadeur du roi auprès du Vatican. Une importante circulaire du 19 août expliqua cette conduite et toute l'histoire du conflit.

En juin 1884, les élections pour le renouvellement de la Chambre des députés donnèrent 33 voix de majorité au parti clérical, et le 10 de ce même mois, le ministère libéral cédait la place à un cabinet clérical dont le premier acte était de supprimer le ministère de l'instruction publique, en rattachant ce service au ministère de l'intérieur, et le second de rétablir les relations avec le Saint-Siége, en nommant un ambassadeur au vatican. M. Frère-Orban, resté membre de la Chambre des députés, redevint le chef de l'opposition libérale.

Le défunt était haut dignitaire de plusieurs ordres, notamment grand-croix de l'Aigle-Rouge de Prusse et grand officier de la Légion d'honneur. A l'époque où il étudiait le droit en France, il écrivit une comédie en trois actes, *Trois jours d'une coquette*, qui fut alors très bien accueillie par Jules Janin, et qui fut représentée au théâtre de Liége.

En dehors de ces essais de jeunesse, il a été imprimé et publié à part toute une suite de mémoires, rapports, discours, notes, etc ... sur les affaires auxquelles M. Frère-Orban a été mêlé, comme avocat, député ou ministre.

L'AUTRICHE ET LA HONGRIE.

Il n'y a aucun doute à avoir sur le renouvellement du compromis politique, économique et commercial qui unit les deux parties principales de l'Etat austro-hongrois, l'Autriche et la Hongrie, depuis 1867. Ce *modus vivendi* rationnel est en ce moment en discussion au Reichsrath où il est également combattu par les antisémites et les Allemands. La Hongrie, en effet, retrempée en 1848 dans sa lutte pour l'indépendance, fécondée en quelque sorte par le cosmopolitisme révolutionnaire qui a pénétré les Magyars comme il avait transfiguré la gentilhommerie polonaise, en confondant la cause de la démocratie avec celle des nationalités, la Hongrie, disons-nous, apporte dans la vie commune avec l'Autriche, un ferment de libéralisme et une sève d'autonomie qui sont également en antagonisme avec l'antisémitisme et le pangermanisme. Les débats agités qui ont commencé, ne sont que de vaines contentions oratoires. Le pacte sera renouvelé et subsistera tant que la révolution n'aura pas provoqué la désagrégation de l'empire des Habsbourg. La Hongrie, plus vivace, tire certainement plus d'avantages de l'union que les Etats qui ont leurs représentants, au Reichsrath; mais elle est la clef de voute de l'édifice.

MODES PARISIENNES.

MODES NOUVELLES POUR MESSIEURS.

Le surtout à droite est en Chinchilla noir.
Le complet du centre est en "Tweed" écossais.
La redingote Prince Albert à gauche est en cheviot noir avec col et bouts de manches en velours.

A L'ELYSÉE.

Le chef de l'Etat donne chaque année, à la fin de décembre, un dîner aux officiers généraux qui ont pris part au classement de la guerre et de la marine.

Pour la première fois, M. Félix Faure, élu en janvier, était appelé à offrir ce repas qui, depuis trois ans, a eu pour amphitryons trois Présidents successifs.

L'année dernière, le dîner de la Commission de classement avait lieu le 20 décembre, la veille même du dénouement de l'affaire Dreyfus. L'autre jour, c'était d'Arton et de Dupas qu'on parlait. En France, les épices sont assurées à chaque dîner.

Selon l'usage, la table était dressée dans la grande salle des fêtes qui donne sur les jardins. Il y avait cent couverts, dressés entre des fleurs.

Le Président de la République avait à sa droite le général Davout, duc d'Auerstadt; à sa gauche, le général Saussier.

Mme Félix Faure, en robe vert foncé brodée de fleurs, était assise entre le ministre de la guerre et le ministre de la marine.

Le dîner a été suivi d'une réception à laquelle étaient conviés tous les membres des conseils supérieurs et des commissions supérieures de classement de la guerre et de la marine, les membres du corps diplomatique, les sénateurs et députés, etc.

Dès neuf heures et demie, M. et Mme Félix Faure, debout à l'entrée des salons, ont commencé à recevoir la foule, une foule si nombreuse que l'on se serait cru à l'une des deux grandes fêtes d'hiver.

En face de ses parents, Mlle Lucie Faure, ayant une robe de poult de soie bleu largement ouverte sur un corsage de satin blanc, invitait les femmes des ministres et des ambassadeurs à s'asseoir.

Et pendant deux heures, les huissiers d'annoncer.

On remarque:

M. et Mme Constans, M. et Mme Charles Dupuy, M. Hendlé, préfet de la Seine-Inférieure, et Mme Hendlé, M. et Mme Camescasse, M. et Mme Mesureur, M. et Mme Leygues, M. Lebon, le commandant Ney, MM. Jules Jaluzot, Ribot, Barthou, Dupuy, sénateur; Jacques Hébrard; Lucipia, président du Conseil général de la Seine; Rousselle, président du Conseil municipal de Paris; M. et Mlle de Bellemontet, M. et Mme Pallain, le général et Mme Zurlinden, le prince Troubetzkoï, M. Marquès di Braga, le général et Mme Niox, le général Brugère, le cheik Abou-Naddara, M. Loubet, M. Antonin Dubost, le comte de Saint-Quentin.

Inutile de dire que tous les ministres sont là. M. Lockroy est particulièrement entouré.

Un député fait remarquer que rarement il a vu si grand nombre de parlementaires à Elysée. Les habits pourtant sont noyés au milieu des uniformes de toutes armes et de tous grades, car on n'ignore point que cette fête, qui d'habitude est exclusivement militaire, et la seule où les sous-lieutenants soient invités d'office.

A dix heures, la circulation n'est plus possible que dans le grand salon d'honneur, bientôt comble lui-même. Comme on n'a pas prévu tant de monde, le service se trouve insuffisant. Les huissiers ne tardent pas à s'affoler. Ils disent: "Circulez, circulez!" On veut sortir. Il faut lutter contre le flot de ceux qui entrent. Un général s'écrie en riant:

—Il faut faire donner la cavalerie!

M. et Mme Félix Faure, naturellement très aimables pour tous, ne cachent pas leur satisfaction. Il n'y a pas moyen, en effet, de ne point voir dans cette affluence inusitée un précieux témoignage de sympathie au milieu des attaques qui deviennent chaque jour plus fortes.

PERQUISITIONNONS!

M. Ribot sort de chez le juge d'instruction dans un état d'agitation visible. Il rentre chez lui à pied afin de prendre l'air et de se calmer le sang, et, tout en marchant, il met en ordre ses pensées.

M. RIBOT, *faisant de grandes enjambées sur les trottoirs.*—Ah! ah! c'est comme cela!.... On me force à aller chez des juges d'instruction, moi Ribot! Eh bien! nous rirons.... Il y a justement longtemps que je n'ai pas ri, ça se trouve bien! Ah! vous voulez des perquisitions? Vous en aurez! Vous voulez des arrestations? Vous en aurez aussi! Je ferai arrêter dix personnes, s'il le faut! J'en ferai arrêter vingt! J'en ferai arrêter cinquante!

UN PASSANT, *le regardant machinalement.*—Voilà un monsieur qui n'a pas l'air content.

M. RIBOT, *au passant.*—Hein! Qu'est-ce que vous dites? Et vous aussi, je vous ferai arrêter!

LE PASSANT, *étonné.*—Moi!

M. RIBOT.—Vous, oui, vous! Et pas plus tard que dans cinq minutes. (*Il cherche des yeux un gardien de la paix.*)

LE PASSANT, *s'esquivant prudemment.*—Oh! oh!.... Filons!

M. RIBOT, *continuant sa route.*—Et je ferai perquisitionner chez tout le monde, vous m'entendez? Chez tous les députés, chez tous les sénateurs, chez tous les conseillers municipaux, et chez tous les électeurs! Je ferai perquisitionner même chez les femmes! Je ferai perquisitionner chez la belle Otero et chez Liane de Pougy! J'enverrai des commissions rogatoires dans le monde entier! A la Réunion, chez Soinoury! A Madagascar, dans l'appartement de la Reine! Au Japon! En Chine! A Venise! Partout! Jusqu'à ce que l'on ait trouvé des lettres prouvant que je n'ai jamais connu Dupas, ni Arton, ni Cornélius Herz, ni Loubet, ni personne! Hé! Hé! (*Il rit bruyamment.*)

UN GARDIEN DE LA PAIX, *s'approchant de lui.*—Vous n'êtes pas malade, monsieur?

M. RIBOT.—Ah! voici enfin un agent de police! Arrêtez-moi tous ces gens-là.... (*Il montre des passants*) et allez perquisitionner chez eux.... Et quand vous aurez perquisitionné chez tout le monde, vous irez perquisitionner chez moi! (*Réfléchissant.*) C'est peut être même le meilleur moyen de savoir la vérité!

ALFRED CAPUS.

Le collier de la Reine.

On sait que les perles, ces "pierres vivantes," selon la pittoresque expression des bijoutiers, se ternissent et prennent une vilaine teinte jaunâtre si on les laisse longtemps dans leur écrin, sans les porter; mais on prétend que, dans ces cas là, une immersion momentanée dans l'eau de mer suffit pour rendre aux perles tout leur éclat.

Les journaux américains racontent que semblable accident est arrivé dernièrement à un magnifique collier appartenant à l'impératrice d'Allemagne. Sur les conseils du joaillier de la cour, on vient d'enfermer le précieux objet dans une caisse en verre munie d'un orifice et l'on a immergé le tout dans la mer du Nord, à quelque distance de la côte; une garde d'honneur veille jour et nuit sur le trésor.

Espérons que, malgré l'époque avancée de la saison, cette cure de bains rendra l'éclat primitif de son teint au collier de l'impératrice d'Allemagne.

INNOVATION DE M. FÉLIX FAURE.

Comme on le sait, M. Félix Faure a gracié hier le condamné à mort Sallé.

Le président de la République a innové—et heureusement innové—en statuant sur le sort de l'assassin de la concierge de la rue Blene dans les *trente jours* qui ont suivi la condamnation à mort prononcée contre Sallé.

Jusqu'ici, les présidents de la République avaient l'habitude de laisser s'écouler soixante jours environ—c'était là le délai quasi légal—entre le prononcé de l'arrêt de condamnation à mort et l'exécution ou la commutation de peine.

M. Félix Faure a tenu à rompre avec cet usage barbare qui avait pour conséquence de tenir deux mois durant dans des affres terribles les misérables condamnés à la peine capitale.

DEPECHES Télégraphiques,

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

LA GUERRE CUBAINE

Bataille près de la frontière de la province de la Havane.

LES ESPAGNOLS DEFAITS.

Les Rebelles marchent sur la Havane.

INCENDIE [illegible] PLANTATIONS.

Destruction [illegible] ponts et des vi[illegible]ucs.

Mort d'un chef insurgé.

Presse Associée.

La Havane, 2 janvier.—Les espagnols ont livré bataille aux rebelles à El Estante, au sud d'Alfonso XII, près de la frontière de la province de la Havane.

Le rapport officiel dit que les troupes se sont emparées des positions des insurgés, mais les pertes de l'ennemi ne sont pas connues. Il est admis que les Espagnols ont eu deux officiers et quatre soldats tués, et dix-neuf blessés.

Les rebelles, fidèles à leur tactique, n'ont pas accepté une bataille décisive, et sont partis à l'ouest, après l'engagement, dévastant le pays sur leur passage.

En publiant ce rapport, les autorités ajoutent la réflexion significative que les troupes se sont rapprochées de la Havane, ce qui indique qu'elles battent une fois de plus en retraite.

Plus tard dans la journée, il a été annoncé à la Havane que d'autres combats étaient livrés dans le voisinage d'El Estante, ce qui, avec les mouvements des Espagnols pour se rapprocher de la frontière de la Havane, conduit la population à croire que les rebelles poursuivent les réguliers dans ce voisinage. Ces derniers sont commandés par le colonel Galvis, qui était également à la tête des troupes engagées près d'El Estante. Ce fait semble confirmer le bruit que les Espagnols ont été défaits et que les insurgés marchent vers la frontière de la Havane, malgré tous les avis contraires.

En vue des succès remportés par la cavalerie des rebelles, le général Campos a ordonné à tous les fonctionnaires des districts troublés de saisir tous les chevaux, afin de les empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi. Mais on croit que les insurgés obtiennent des chevaux très facilement quand ils leur sont nécessaires, et que l'ordre de Campos aurait pu être donné avec plus de profit il y a quelques mois.

Les dommages causés par les Cubains sont terribles.

Ils ont incendié la plus grande partie de la ville de Jaguey et les champs de cannes de Perla, de Rosario et d'Australia, dans ce district, ainsi que les plantations de Vinas Mendez, de Garaya, d'Escalant et de Haz dans le district de Navarrette.

De plus, les rebelles ont brûlé un grand nombre de maisons dans le district de Cardenas, province de Matanzas, et appliqué la torche à de nombreux champs de cannes dans les districts d'Union de Reyes, de Buena Vista, de Jaguey Grande et de Macurijes.

Le village de La Yagua, où les habitants n'ont pas reçu les insurgés comme ils le désiraient, a été réduit en cendres.

Entre La Yagua et Cumanayaguay, cinq ponts de chemins de fer et trois viaducs ont été récemment détruits.

Mais les rebelles ne s'occupent pas exclusivement des plantations.

Les maisons des gens riches habitant les districts envahis et les magasins sont pillés et détruits, à moins d'une rançon proportionnelle à la valeur de la propriété.

Les amis des insurgés résidant à la Havane prétendent que ces déprédations sont parfaitement loyales, attendu que les planteurs sont les principaux soutiens du régime espagnol, et qu'en diminuant leurs moyens de contribution, les Cubains ne font que tarir les sources alimentant les ennemis.

Les fonctionnaires du gouvernement persistent à affirmer que les rebelles volent les plus pauvres habitants, leur prennent leurs montres et le peu d'argent qu'ils possèdent.

Le câble mettant en communication la Havane avec Trinidad, Tunas de Casca, Jucaro, Santa Cruz et Manzanillo, des villes de la côte du sud de Cuba, a été inauguré aujourd'hui.

Il sera annoncé ce soir que Felipe Roderiguez, le chef insurgé, a été tué dans un engagement avec les espagnols.

L'affaire du général Sanguilly, accusé d'avoir enlevé Fernandez Castro avant le commencement de la révolution, sera portée devant la Cour Suprême.

Secours aux Arméniens.

Presse Associée.

Constantinople, 2 janvier. — A la requête de Sir Philip Currie, l'ambassadeur d'Angleterre, le gouvernement a donné au vali de Kharput l'instruction de permettre au docteur Herman M. Barnum, le missionnaire américain, de distribuer aux malheureux arméniens les fonds recueillis pour eux en Angleterre.

La Culture de la Betterave en Russie.

Presse Associée.

Washington, 2 janvier — D'après des informations fournies par les fabricants de sucre russes, à la date du 1er novembre dernier, et transmises au gouvernement de Washington par le consul-général des Etats-Unis a St-Pétersbourg, M. Karel, l'étendue des terres cultivées en betteraves a été de 849,910 acres en 1895, 29,855 acres de plus qu'en 1894.

La quantité de sucre produite est estimée à 717,558 tonnes, une augmentation de 113,607 tonnes sur l'année précédente.

Le consul fait cependant remarquer que ces estimations sont basées sur des conditions très favorables, qui peuvent ne pas se réaliser. Le prix du sucre a augmenté à l'étranger, ce qui a augmenté les commandes en Russie. Le Trust américain a pris cent mille sacs à Hambourg.

D'autres causes de la hausse sont l'intention de l'Allemagne d'augmenter la prime, de favoriser l'exportation, et le mauvais temps qui entrave la fabrication.

Les achats du Trust américain indiquent que le stock accumulé avant le vote de la loi Wilson est épuisé. D'un autre côté, on ne sait si Cuba pourra exporter du sucre cette année.

La Question de Trinidad.

Presse Associée.

New York, 2 janvier—Le correspondant, de Rio de Janeiro du *Herald* écrit qu'il est annoncé dans les cercles officiels que le gouvernement enverra demain, au ministre d'Angleterre, une note déclarant que le Brésil repousse la proposition de soumission du différend soulevé à propos de la possession de Trinidad à l'arbitrage.

Le correspondant établit que le parti jacobin s'est opposé fortement à l'arbitrage, et a combattu cette suggestion avec toute l'influence que ses membres possèdent dans le Congrès.

M. Carvalho, ministre des affaires étrangères, s'est également opposé à la proposition.

Mort de M. Frère-Orban.

Presse Associée.

Bruxelles, 2 janvier—M. Hubert Joseph Walther Frère-Orban, le célèbre homme d'Etat belge, qui, à de courts intervalles, a été ministre depuis près d'un demi siècle, et qui a été deux fois président du conseil, est mort à l'âge de 84 ans.

La démission du duc de Fife.

Presse Associée.

Londres, 2 janvier—Le *Times* affirme que la reine Victoria a péremptoirement ordonné au duc de Fife, mari de la princesse Louise de Galles, de résigner ses fonctions de directeur de la compagnie de l'Afrique du Sud.

Ouverture du Parlement Canadien.

Presse Associée.

Ottawa, Canada, 2 janvier—Une session parlementaire qui promet d'être la plus importante depuis 1867, quand les provinces ont formé une confédération, a commencé aujourd'hui.

Sur la question des écoles du Manitoba, les membres du gouvernement sont si sérieusement divisés que sa stabilité en est atteinte.

En 1890, la législature du Manitoba a adopté une loi abolissant les écoles séparées pour les enfants catholiques. Le clergé de la province a fait appel au conseil impérial privé, le plus haut tribunal d'Angleterre. Cette cour a décidé que la législature du Manitoba avait agi dans la limite de ses droits en votant une loi abolissant les écoles catholiques séparées.

Mais un autre appel a été fait l'hiver dernier, sous le prétexte que certains droits de la province au moment de son entrée dans la confédération du Dominion avaient été violés. Ce second appel a eu pour résultat que le conseil impérial privé a donné au parlement du Dominion le pouvoir discrétionnaire d'aider les catholiques du Manitoba.

C'est de cette question que dépend le sort du gouvernement conservateur.

Les représentants de l'Ontario, dont les constituants sont protestants, ne peuvent voter le rétablissement d'écoles séparées et être réélus.

Dans les quatre dernières élections, trois candidats de l'opposition ont été élus, ce qui indique que le gouvernement sera battu au cours de la session présente, s'il tient sa promesse de présenter un projet de loi qui rappelera l'acte de la législature de Manitoba et rétablira les écoles catholiques.

La population de cette province est de 200,000 âmes, dont vingt mille seulement sont catholiques romains.

Le Sultan accepte la médiation des Représentants des Puissances.

Presse Associée.

Constantinople, 2 janvier—Le gouvernement turc a accepté l'offre de médiation des représentants des puissances entre la Porte et les insurgés de Zeitoun, cernés par les troupes du Sultan.

Une déclaration du duc de Fife.

Presse Associée.

Londres, 2 janvier—Le duc de Fife déclare qu'il est faux que la Reine lui ait donné l'ordre de résigner ses fonctions de directeur de la Compagnie de l'Afrique du Sud. Il ajoute qu'il publiera peut être plus tard une note à ce sujet.

Une Note de M. Chamberlain.

Presse Associée.

Londres, 2 janvier—Le ministre des colonies, M. Joseph Chamberlain, a publié une courte note aujourd'hui sur les affaires du Transvaal.

Elle est ainsi conçue:

Le haut commissaire quitte Capetown cette après-midi pour Pretoria dans le but de s'occuper de la situation et d'obtenir un règlement pacifique et satisfaisant, conformément à mes instructions.

Signé: JOSEPH CHAMBERLAIN.

Les directeurs de la Compagnie de l'Afrique du Sud ont télégraphié au docteur Jameson qu'ils diffèrent d'opinion avec lui et objectent à ses actes; ils lui ordonnent de rentrer immédiatement sur le territoire de la Compagnie.

Le duc et la duchesse de Marlborough.

Presse Associée.

Rome, 2 janvier—Le duc et la duchesse de Marlborough, qui ont passé plusieurs jours à Rome, sont partis pour Naples, d'où ils s'embarqueront pour l'Egypte samedi prochain.

NOUVELLES AMERICAINES.

Le Pétrole.

Presse Associée.

Washington, 2 janvier — L'Autriche-Hongrie ne peut être plus longtemps comptée comme un marché pour le pétrole américain, dit le consul Murphy, qui envoie de Luxembourg au gouvernement de Washington un rapport sur les puits récemment mis en exploitation dans ce pays.

Un puits donne 1,000 tonnes d'huile par vingt-quatre heures; un autre 1,000 barils par jour.

En même temps, la consommation du pétrole russe augmente en Allemagne, où il est vendu un sou de moins par litre que le pétrole américain.

Les Métaux du Montana.

Presse Associée.

Héléna, Montana, 2 janvier—Le Montana a produit pendant l'année 1895 des métaux d'une valeur d'environ $47,115 000, en comptant l'argent au prix monnayé et en estimant le rendement des deux derniers mois de l'année au prorata des autres.

Le rapport officiel de l'essayeur d'Héléna ne sera probablement pas terminé avant le mois de mars.

La production réelle de l'or a été de 4,100 000 onces, de l'argent de 4.500,000, du cuivre de 212 000 livres, et de plomb de 24,500,000 livres.

Cette quantité de cuivre est estimée comme 65 0/0 de la production totale des Etats Unis.

La quantité de métaux reçue au bureau de l'essayeur d'Héléna a été de dix pour cent plus forte qu'en 1894, et 48 1/2 0/0 qu'en 1893.

Mort d'un peintre américain.

Presse Associée.

Chicago, 2 janvier—John B. Blair, né en 1800, et qui fut à un moment riche et célèbre, est mort hier à l'hospice des incurables de Chicago.

Sa renommée comme [illegible] grande il y a un demi-siècle. Son portrait du président Taylor est placé dans la galerie de la Maison Blanche [illegible]

Il fut le premier peintre de panoramas de guerre en Amérique [illegible] de grands succès dans ce genre. [illegible] inventa l'étoffe de soie servant à [illegible] des ballons. Il y a cinq [illegible], il construisit un bycicle comme la *safety* d'aujourd'hui. Il augmenta d'un demi-million de dollars la fortune d'un fabricant de crayons en concevant l'idée de placer une gomme une l'extrémité.

Blair a peint de nombreux paysages de contrées étrangères et des moutons. Ses ventes aux enchères furent un événement annuel pendant un quart de siècle.

Frappé de paralysie il y a cinq ans, il devint aveugle deux ans après et perdit en même temps l'esprit. C'est alors qu'il fut envoyé à l'hospice des incurables.

Les Nihilistes de Chicago.

Presse Associée.

Chicago, 2 janvier—Un journal de Chicago dit que rien de certain ne peut être appris sur les projets des révolutionnaires russes résidant à Chicago. Ils gardent non seulement leurs plans secrets, mais ils essaient de tromper le public et les espions du gouvernement du [illegible] répandant de fausses rumeurs.

Leurs amis parmi les anarchistes [illegible] autres nations, tout en déclarant [illegible] connaître de précis sur les complots des russes, admettent qu'il serait étrange que les fanatiques du nihilisme n'attaquassent pas le jeune Tsar.

Un jeune juif russe a dit hier [illegible] que les réfugiés susceptibles de s'a[illegible] avec les nihilistes sont, presque sans exception, si pauvres qu'ils leur serait pratiquement impossible de prend[illegible] à un complot.

Adolphe Greif déclare que le p[illegible] révolutionnaire russe ne semble pas [illegible] abandonner son ancienne activité [illegible] tendu que la situation en Russie est la même qu'au commencement de la guerre contre l'aristocratie. Au point de vue du nombre phénoménal des espions [illegible] riaux à l'étranger, il ne peut rien [illegible]. Quand un homme est suspecté d[illegible] nage, il ne peut plus être utile et est rappelé. Aucun incident de ce g[illegible] s'est produit en ces temps derniers. Nous devons attendre jusqu'au moment [illegible] apprendre quelque chose avant de [illegible] ce qui se prépare, car personne [illegible] dire ce qui arrivera; on ne le sa[illegible] que quand le fait est accompli.

Les Gallois se Déclarent contre M. Cleveland.

Presse Associée.

Utica, Etat de New York, 2 janvier—Les membres du conseil national des Gallois résidant aux Etats Unis, réunis hier soir à Utica, ont adopté des résolutions désapprouvant l'attitude de M. Cleveland dans la question vénézuélienne.

Les résolutions ont été rédigées et sanctionnées par l'ancien ministre des postes, M. Thomas L. James.

Elles relatent le différend de frontières entre la Grande Bretagne et le Vénézuéla. L'intervention du président Cleveland, au nom des principes émis dans la doctrine de Monroe, est fortement condamnée comme anti-américaine et indigne de l'appui de la population galloise des Etats-Unis.

M. Coudert accepte.

Presse Associée.

New York, 2 janvier—Frédéric R. Coudert jeune a dit aujourd'hui que son père a accepté le poste qui lui a été offert par M. Cleveland dans la commission vénézuélienne.

Un palais de glace.

Presse Associée.

Leadville, Colorado, 2 janvier—Le grand palais de glace est terminé et sera inauguré le 4 janvier. La terminaison des travaux a été célébrée par une parade et des discours.